

Extrait du CGT Crédit Agricole

http://cgtca.net/article.php3?id_article=247

AVEC LA SALADE NICOISE, LA SALADE DE FRUITS

- Actualité - CGT CAM -



Date de mise en ligne : lundi 13 février 2012

CGT Crédit Agricole

Sommaire

- [LE TEMPS DES CERISES](#)
- [C'EST LE TEMPS DES PÊCHES \(…\)](#)
- [A LA CGT NOUS REVENDIQUONS](#)

Lettre ouverte aux syndicats du Crédit Agricole

Chers camarades,

La situation sociale est grave, bien plus grave que la situation économique.

Le gouvernement tente de faire avant sa sortie de ce quinquennat, un dernier coup d'éclat pour satisfaire la soif intarissable du grand patronat, du MEDEF, du CAPITAL. Ces derniers trouvant l'élève Sarkozy très moyen sur ses résultats !

Aujourd'hui deux solutions s'offrent à nous :

LE TEMPS DES CERISES

A / Nous acceptons notre destin dessiné pour longtemps par quelques-uns qui sont :

Les héritiers d'une révolution bourgeoise, ou la propriété est essentielle à la vie, ceux qui par tous les moyens veulent le pouvoir par l'argent. Ceux qui ont encouragé les guerres, ceux qui ont collaboré avec le fascisme, ceux qui ont fait de l'argent pas seulement un moyen, mais une fin. L'argent qui engendre la trahison, la délation, la collaboration, le crime, l'asservissement, l'esclavage, le chantage, la misère et la mort…

La dernière guerre avait permis d'obtenir bien des avancées sociales, mais bien en-dessous ce que le Conseil National de la Résistance avait proposé. Les partis, les syndicats dans l'euphorie du moment de la libération ont préféré la reconstruction du pays main dans la main avec le patronat plutôt que de répondre aux aspirations des militants, à la construction d'une autre société, nouvelle et différente d'avant. La peur de l'inconnu sans doute ? Il est vrai que se crée une accoutumance même du pire si cela s'exerce progressivement sans que même les parties en présence ne puissent s'en rendre compte. Platon disait « Du maître ou de l'esclave, lequel est l'esclave ? ».

Bref, tout cela pour dire que les quelques acquis gagnés par la sueur et le sang ont malgré tout amélioré notre quotidien depuis 3 générations. Cette expérience désastreuse pour le capital qui s'est vu contraint de donner un peu dans un système par répartition et de solidarité ne pouvait pas s'exercer éternellement, si nous n'y prenions garde !

Rappel : « Je donne en fonction de mes moyens, je reçois en fonction de mes besoins », voici le fondement de notre système de sécurité sociale.

Depuis la quatrième république sous la pression des « libérateurs Américains », du patronat et du capitalisme confrontés à la guerre froide et aidés par les dérives de la bureaucratie soviétique les gouvernements successifs de

droite ou de gauche ont contribué par la division du prolétariat (création de FO en 1947, CFDT.....) à trouver progressivement des compromis avec « Les partenaires Sociaux » en les installant dans des postes confortables à disposition du libéralisme. Une période où les relations ont permis de mettre en place des castes, des catégories, des avantages partagés avec le patronat, une période propice à l'endormissement des représentants du personnel, des élus et mandatés.

Une situation favorable pour les dirigeants à trouver une collaboration d'incompétence ou de complicité, dans les 2 cas préjudiciables aux travailleurs, un système qui a oublié la nécessaire lutte de classes.

Et pendant ce temps-là, les travailleurs endoctrinés par des messages à répétition relayés par les médias et les OS à la pensée unique « Pérennité d'Entreprises, mondialisation, vous avez du travail, vous êtes bien payés, si vous étiez ailleurs, concurrence, rentabilité, ça pourrait être pire, chez nous il y a de l'avenir, on ne va pas se plaindre ! » et des obligations de dépendance liés à la consommation et l'emprunt se sont laissés abuser. Les plus zélés ont même fini par penser qu'ils étaient indispensables à l'entreprise « Qui du maître ou de l'esclave est l'esclave ? ».

Puis chemin faisant, depuis ces vingt dernières années, l'accoutumance aux rabâchages médiatique et à la consommation du people et de l'inutile, la consommation du rêve ont fait perdre au commun des travailleurs (Retraités, sans emploi et salariés) toute forme de discernement, d'analyse et d'opposition qui ont permis au patronat d'améliorer rentabilité et productivité au détriment de l'emploi, du salaire et des conditions de travail.

Nous avons, à la CGT, notre part de responsabilité, avant même d'être électoraliste, nous avons le devoir du discernement de l'analyse et de par nos connaissances historiques des méfaits incontournables du capitalisme, nous avons le devoir de défense des travailleurs individuellement et collectivement qui passe par l'information, l'explication, l'adhésion dans le respect de notre **ligne rouge** construite ensemble depuis des générations et validée en Conférence.

La mission qui nous est confiée, n'a rien de facile, mais elle est chevaleresque puisque destinée à servir l'intérêt du plus grand nombre pour ne pas dire tout le monde.

Elle n'est pas facile, mais elle doit aujourd'hui encore plus qu'hier dans cette **situation d'urgence** s'exercer sans complexe, ni peur, pour informer, expliquer, pour mobiliser massivement nos collègues.

Pourquoi mobiliser aujourd'hui plus qu'hier ?

Parce que nous avons perdu la bataille des retraites ou les gens par ignorance ne se sentaient pas ou peu concernés. Aujourd'hui dans la précipitation apparente le gouvernement se laisse 2 mois pour trouver un accord avec les OS, chantage auquel la CFDT et d'autres peuvent encore répondre favorablement pour « éviter le pire » et « sauver à nouveau le monde » OUF, heureusement qu'ils étaient là, dirons-nous !

Sacrifice pour servir quelques-uns au détriment de tous ! Si aucun accord n'est trouvé, le parlement décidera avant les élections. Voilà pourquoi Sarkozy et Merkel insistent tant sur « Le non-respect de la démocratie à remettre en cause les engagements des prédécesseurs » pour répondre à Hollande qui a précisé vouloir rediscuter le dernier accord Européen sur la règle, toujours pas signé.

Étrange, quand vous savez que les Français majoritairement par référendum (quoi de plus démocratique ?) se sont exprimés contre le traité européen à 55% en mai 2005, opinions balayées à l'initiative du gouvernement par le traité de Lisbonne en 2007 avec l'accord du parlement.

La morale et la démocratie, oui mais pas toujours et pour tout le monde !

Faut pas pousser non plus, ils avaient qu'à dire oui ! Et voilà pourquoi :

Le programme final de l'UMP, du MEDEF, du CAPITALISME :

C'est d'abord un programme au service de l'Europe Capitaliste, les problèmes sont les mêmes pour tous les peuples européens contraints à des plans de rigueur imposés par le patronat. Les références et comparaisons qualifiées de réussies faites par nos dirigeants et nos gouvernements sur nos voisins ne le sont que sur la base de la satisfaction de la classe patronale. Ces mêmes comparaisons faites par la classe ouvrière montrent un échec cuisant « antisocial » et paupérisant pour les masses populaires, pour le prolétariat. Alors acceptons-nous sans broncher ? Sans mobiliser ?

Contre :

1/La règle d'or : Enfin une dictature de la finance, fini le droit de vote !

Initialement la règle qui aurait permis d'inscrire dans la constitution, dans le marbre, l'objectif de réductions des déficits à 3% du PIB. Une règle qui aurait contraint le parlement à revoir ses budgets à la baisse, une règle qui aurait réduit massivement les moyens alloués aux Services Publics et par extension à toutes les revendications salariales. L'inscription en l'état est devenue facultative et pour cause il fallait un vote au congrès avec 2/3 des voix et le Sénat est passé à gauche, mais ils ont trouvé une autre combine avec un nouveau traité Européen (celui de Maastricht étant imparfait) qui prévoit des sanctions automatiques en cas de non-respect des règles du déficit à 3%. Une règle d'or renforcée et harmonisée au niveau européen pour que les budgets des 17 États comportent une disposition constitutionnelle qui permettra aux Cours Constitutionnelles nationales de vérifier que le budget national va vers le retour à l'équilibre. C'est la Cour Européenne de justice qui vérifiera la conformité de ces « règles d'or » nationales avec ce nouveau traité. Il imposera des pénalités aux mauvais élèves.

2/ Le Droit du travail Enfin les années 20 ! On ira bosser que lorsque le patron aura besoin de nous et en décidera ! Chouette plus de vie de famille ! Super, on sera plus obligé de faire grève et de manifester par tous les temps !

Vive la précarité pour tous, Égalité, Fraternité, obéissance à la finance !

Après les accords dérogatoires, il est proposé l'instauration « d'accords de compétitivité », vous aurez compris l'importance de cet enjeu pour le patronat, c'est de supprimer le droit du travail et ouvrir dans chacune des entreprises des négociations définissant le cadre du contrat de travail, des horaires, la durée du temps de travail des salaires, de la disponibilité..... Quelle aubaine pour améliorer encore le niveau de la masse salariale, en rendant flexible le salarié en fonction des besoins de l'entreprise. Quelle aubaine pour améliorer la rentabilité et la productivité. Quelle aubaine pour introduire la concurrence entre salariés, une plus grande individualisation, une division sans fin Un moyen extraordinaire de généraliser la précarité pour tous en supprimant les droits collectifs régis par la loi.

3/La TVA SOCIALE : D'une pierre, deux coups ! Fusillé aux deux bouts ! Comme on dit chez les banquiers, ils ne nous feront pas un trou de Bâle de plus ! Mais mort à coup sûr.

C'est une idée géniale pour éviter les délocalisations en réduisant le coût du travail et, là particulièrement, pour les

entreprises et les actionnaires : les « charges patronales », et pour nous : le salaire différé, les cotisations. Et comme les travailleurs coutent chers pour compenser ce qu'on leur prend en cotisation, eh bien on augmente la TVA de 1.6 %.

C'EST LE TEMPS DES PÊCHES ET DES GRENADES

B / Nous prenons, nous-mêmes en main notre destin et rejetons les propositions de ce gouvernement, du MEDEF, du grand patronat, du capitalisme., la dictature financière est là, le fascisme nous guette :

Tout d'abord, il faut je crois rétablir certaines vérités honteuses. Les Entreprises ont profité largement de subventions à l'installation sans avoir à les restituer lors des délocalisations. Les machines si elles ont amélioré les conditions de travail ont permis de supprimer des emplois, des salaires, des cotisations. Les machines sont-elles soumises à cotisations patronales ? Non elles devraient pourtant ! Et les consommateurs qui les utilisent, paient-ils plus chers ? Non, ils devraient pourtant ! Il s'agissait simplement de remarques personnelles.

Le crédit Agricole s'est inscrit depuis longtemps malgré son apparence mutualiste et paternaliste dans cette démarche de transformation au seul bénéfice de l'actionnariat avec en prime une population salariée formée pour être pionnière et prescriptrice de produits financiers, d'assurance, de retraite par capitalisation, de privatisations..... les années Mitterrand, les années de profondes transformation des mentalités, du sacrifice d'une génération de conseillers vendeurs porteurs dans le réseau de la bonne parole auprès d'une population attentive. Attentive à l'enrichissement personnel par l'actionnariat, l'investissement immobilier **défiscalisant** parfois **subventionné**, l'argent facile sans en mesurer les conséquences. Il faut réhabiliter le travail, le vrai salaire, les bonnes conditions de travail.

Un autre sujet préoccupant après cette terrible loi de modernisation qui nous a coûté au crédit agricole 10 temps pleins en moyens syndicaux, est le harcèlement continu dont sont victimes nos élus et mandatés dans l'ensemble des Caisses Régionales de la part des directions. Nos expressions dérangent, il faut persister à les diffuser si nous voulons mobiliser.

A LA CGT NOUS REVENDIQUONS : ET C'EST POSSIBLE !

1/ DES SALAIRES ET DES RETRAITES DÉCENTS

- ▶ Un salaire net mensuel minimum pour tous à 1700 euros nets (SMIC)
- ▶ Un salaire net mensuel minimum à 2000 euros nets mensuels à BAC + 2
- ▶ Une retraite au minimum à 1700 euros mensuelle.
- ▶ La retraite à 60 ans pour tous, 55 ans pour la pénibilité, il faut pour cela ramener le temps de cotisations à 35 ans, comptabiliser les années de chômage et d'études.
- ▶ La suppression des allègements de cotisations (30 Mds) et exonérations fiscales (145 Mds). Ces 2 chiffres permettent de sauver la SS et la retraite.

2/DES NATIONALISATIONS



AVEC LA SALADE NICOISE, LA SALADE DE FRUITS

Pour un service public accessible à tous, à moindre coût : L'eau, l'alimentaire de base, les transports, l'énergie, la santé, les médicaments, l'éducation et **la banque**. La banque, c'est notre domaine et nous avons travaillé sur son rôle, la nécessaire reconstitution de son PNB, sa gratuité d'accès, des frais uniquement pour services rendus...

3/ DES EMPLOIS :

- ▶ Pour que chacun puisse s'épanouir et vivre décemment, pour soulager les terribles conditions de travail liées aux contraintes de rentabilité du capitalisme.

Des prêts bonifiés aux entreprises créatrices de véritables emplois nets.

En créant des emplois, en augmentant les salaires, vous améliorez non seulement la vie des travailleurs mais vous faites de la relance et augmentez le PIB réduisant du même coup la part relative de la dette. Une autre Société est possible avec plus de participation citoyenne, de contrôle de la démocratie pour que ceux qui sont à la tête de l'Etat, des Conseils d'Administration, des OS ne succombent pas au chant des sirènes.

4/DES DROITS SALARIAUX ET SYNDICAUX :

- ▶ L'abolition de la loi sur la représentativité qui est anticonstitutionnelle et anti-démocratique dans l'interprétation et l'égalité des droits dans son application.
- ▶ Un droit de veto au Comité d'Entreprise, et une voix prépondérante des salariés au même titre que les clients dans la gestion et la vie de l'Entreprise.
- ▶ Un non cumul des mandats, et une obligation de débattre et d'interroger le syndicat avant toute décision.

Pour que nous puissions réaliser cette nouvelle société, il faut convaincre autour de nous que collectivement nous pouvons réussir si nous partons pour une belle et « longue » mobilisation en commençant par chasser pour quelques temps le capital et ses lieutenants.

LA MOBILISATION POUR LE REJET PUR ET SIMPLE DES PROJETS GOUVERNEMENTAUX EST INCONTOURNABLE POUR ÉVITER LA MISÈRE A NOS ENFANTS, LE RETOUR DU FASCISME ET LA GUERRE.

LES SALARIES DU CRÉDIT AGRICOLE DOIVENT SE MOBILISER